



AVIS DE VACANCE

EXPERT NATIONAL DETACHE A LA COMMISSION EUROPEENNE

POSTE PRIORITAIRE

Les dossiers de candidatures doivent être adressés par les administrations gestionnaires*, au plus tard le 21/04/2023, au SGAE à

Dominique CHARNASSE, adjoint au chef de bureau

dominique.charnasse@sgae.gouv.fr

Simon LOREAL, adjoint au chef de bureau

simon.loreal@sgae.gouv.fr

Copie à **David SZWARCBERG**, chef du bureau « Coordination, communication, relations publiques, influence »

david.szwarcberg@sgae.gouv.fr

** Tout dossier de candidature adressé directement au SGAE par le candidat ne pourra être recevable*

Intitulé du poste: (DG-DIR-UNITE)	FISMA.C.1
Chef d'unité : Adresse e-mail : Téléphone : Poste	Sven Gentner Sven.gentner@ec.europa.eu +32 229-85365 Transparence, intégrité et efficacité des marchés de capitaux de l'UE
Nombre de postes disponibles: Prise de fonction souhaitée : Durée initiale souhaitée : Lieu d'affectation :	1 3ème trimestre 2023 ¹ 2 an(s)¹ X Bruxelles <input type="checkbox"/> Luxembourg <input type="checkbox"/> Autre:
	<input checked="" type="checkbox"/> Avec indemnités <input type="checkbox"/> Sans frais
Cet avis est également ouvert	
<input type="checkbox"/> aux pays AELE suivants : <input type="checkbox"/> Islande <input type="checkbox"/> Liechtenstein <input type="checkbox"/> Norvège <input type="checkbox"/> Suisse <input type="checkbox"/> Accord AELE-EEE in-Kind (Islande, Liechtenstein, Norvège)	
<input type="checkbox"/> aux pays tiers suivants:	
<input type="checkbox"/> aux organisations intergouvernementales suivantes:	

1. Nature des fonctions

L'unité FISMA.C1 est responsable de l'élaboration des politiques et des travaux législatifs/réglementaires visant à garantir la transparence, l'intégrité et l'efficacité des marchés de capitaux de l'UE en ce qui concerne les rapports d'entreprise, l'audit et les agences de notation de crédit. Nous traitons des questions que vous verrez à la une du Financial Times, telles que le développement d'un nouveau cadre de reporting sur la durabilité des entreprises, les notations ESG et les réformes du cadre de l'UE pour le contrôle légal des comptes. Nous travaillons également sur des questions plus techniques telles que les normes comptables (internationales) et sur les exigences de gouvernance et de transparence pour les agences de notation de crédit. Les domaines les plus dynamiques de l'élaboration des politiques aujourd'hui sont tout ce qui est lié aux questions de durabilité (reporting et notations ESG) et le développement du point d'accès unique européen pour les informations réglementées.

Par conséquent, notre unité contribue à la mise en œuvre de certaines des principales priorités politiques de la Commission, notamment le pacte vert européen, la stratégie européenne en matière de données et la création de l'union des marchés des capitaux. Notre travail a une dimension internationale importante, y compris la liaison avec des homologues d'autres juridictions importantes telles que la Securities and Exchange Commission des États-Unis, ainsi qu'avec des organismes européens et internationaux tels que l'Autorité européenne des marchés financiers et

l'Organisation internationale des commissions de valeurs, l'International Council des normes comptables et Conseil des normes internationales de durabilité. Nous avons de nombreux contacts avec l'industrie et la société civile. Nous gérons également un budget important grâce auquel l'UE finance plusieurs organismes européens et internationaux tels que l'International Financial Reporting Standards Foundation. Nous sommes une équipe d'environ 20 personnes, comprenant des économistes, des juristes, des comptables et des généralistes, avec un bon équilibre entre collègues plus jeunes et plus expérimentés.

Nous recherchons un expert national détaché dynamique pour travailler sur l'analyse et le développement des politiques, des conseils en rapport avec les tâches législatives et autres sur les domaines d'activité ci-dessus. L'expert national détaché contribuera à la préparation d'éventuelles révisions futures de la législation de l'UE et à l'élaboration de nouvelles initiatives législatives. Le candidat pourrait également être invité à contribuer à l'évaluation ex ante, aux analyses d'impact et à l'évaluation ex post de l'action de l'UE entreprise dans ces domaines. Le cas échéant, elle ou il contribuera à la mise en œuvre et à l'application des exigences réglementaires. Le candidat retenu devrait idéalement être un expert proactif et faire preuve d'excellentes compétences en communication et en rédaction, ainsi que d'un bon jugement, d'un fort esprit d'équipe et de bonnes compétences en organisation, communication et résolution de problèmes. Une connaissance et/ou une expérience de la transparence et du reporting des entreprises et/ou des questions relatives à la finance durable et à la responsabilité sociale des entreprises serait un atout supplémentaire.

2. Qualifications requises

a) Critères d'éligibilité

Les critères d'éligibilité doivent être obligatoirement remplis par l'END pour être détaché auprès de la Commission. Par conséquent, le candidat qui ne remplirait pas tous ces critères serait automatiquement éliminé de la procédure de sélection.

- **Expérience professionnelle** : posséder une expérience professionnelle d'au moins trois ans dans des fonctions administratives, judiciaires, scientifiques, techniques, de conseil ou de supervision, à un grade équivalant au groupe de fonctions administrateur AD;
- **Ancienneté de service** : avoir une ancienneté d'au moins un an auprès de son employeur, c'est-à-dire être employé depuis au moins un an par un employeur éligible au sens de l'article 1 de la décision END, dans un cadre statutaire ou contractuel avant le détachement;
- **Compétences linguistiques** : avoir une connaissance approfondie d'une des langues de l'Union européenne et une connaissance satisfaisante d'une autre langue de l'Union européenne dans la mesure nécessaire aux fonctions qu'il est appelé à exercer. L'END d'un pays tiers doit justifier posséder une connaissance approfondie d'une langue de l'Union européenne nécessaire à l'accomplissement des tâches qui lui seront confiées.

b) Critères de sélection

Diplôme

- diplôme universitaire ou
- formation professionnelle ou expérience professionnelle de niveau équivalent

Formation de niveau universitaire d'au moins 4 ans en économie, finances, droit, sciences politiques, sciences humaines ou sociales

Expérience professionnelle

3 ans minimum.

Langue(s) nécessaire(s) pour l'accomplissement des tâches

Anglais

3. Soumission des candidatures et procédure de sélection

Les candidats doivent envoyer leur candidature sous format CV Europass (<http://europass.cedefop.europa.eu/fr/documents/curriculum-vitae>) en français, anglais ou allemand **uniquement à la représentation permanente / mission diplomatique de leur pays auprès de l'UE**, qui la transmettra aux services compétents de la Commission, dans les délais fixés par ces derniers. Le CV doit obligatoirement mentionner la date de naissance et la nationalité du candidat. **Le non-respect de cette procédure ou des délais invalidera automatiquement la candidature.** Les candidats sont priés de ne pas joindre à leur candidature d'autres documents (tels que copie de carte d'identité, copie des diplômes et attestations d'expérience professionnelle,...). Ces documents leur seront demandés, le cas échéant, à un stade ultérieur de la procédure de sélection.

Les candidats seront informés du suivi de leur candidature par l'unité concernée.

4. Conditions du détachement

Les détachements sont régis par la **décision de la Commission C(2008)6866 du 12/11/2008** relative au régime applicable aux experts nationaux détachés et aux experts nationaux en formation professionnelle auprès des services de la Commission (décision END). Le texte de cette décision est disponible sur http://ec.europa.eu/civil_service/job/sne/index_fr.htm.

L'END restera employé et rémunéré par son employeur durant toute la durée du détachement. Il restera également couvert par la sécurité sociale nationale durant son détachement.

Sauf pour les END sans frais, des indemnités de séjour peuvent être versées à l'END qui remplit les conditions, conformément à l'article 17 de la décision END.

Durant le détachement, l'END sera soumis aux obligations de confidentialité, de loyauté et d'absence de conflit d'intérêt prévues par les articles 6 et 7 de la décision END.

Toute déclaration incomplète ou fausse pourra entraîner le refus de la candidature.

Toute personne postée dans une **délégation de l'Union européenne** doit avoir une habilitation de sécurité (jusqu'au niveau SECRET UE/EU SECRET conformément à la décision de la Commission (EU – Euratom) 2015/444 du 13 mars 2015, OJ L 72 du 17.03.2015, p. 53). Le candidat choisi aura l'obligation de lancer cette procédure d'habilitation de sécurité avant d'obtenir la confirmation de son détachement.

5. Traitement des données à caractère personnel

Toute mise en œuvre de la procédure de sélection, de détachement et de fin de détachement des END aura pour effet le traitement, par les services compétents de la DG HR, du PMO, de la DG BUDG et de la DG concernée par le présent avis, de données à caractère personnel relatives à l'END, sous la responsabilité du chef de l'unité HR.DDG.B4. Ce traitement est basé sur la décision de la Commission relative aux END et est soumis au Règlement (UE) No 2018/1725.

Les données des END seront conservées pendant 10 ans à compter de la fin du détachement (2 ans pour les END dont la candidature n'a pas été retenue ou a été retirée).

En tant que personne concernée, vous avez des droits spécifiques en vertu du chapitre III (articles 14 à 25) du règlement (UE) 2018/1725, notamment le droit d'accès, de rectification ou d'effacement de vos données à caractère personnel et le droit de limiter le traitement de vos données personnelles. Le cas échéant, vous avez également le droit de vous opposer au traitement ou au droit à la portabilité des données.

Vous pouvez exercer vos droits en contactant le responsable du traitement ou, en cas de conflit, le responsable de la protection des données. Si nécessaire, vous pouvez également vous adresser au contrôleur européen de la protection des données. Leurs coordonnées sont indiquées ci-dessous.

Informations de contact

- Le contrôleur de données

Si vous souhaitez exercer vos droits en vertu du règlement (UE) 2018/1725, ou si vous avez des commentaires, des questions ou des préoccupations, ou si vous souhaitez déposer une plainte concernant la

collecte et l'utilisation de vos données à caractère personnel, n'hésitez pas à contacter le contrôleur de données, HR.DDG.B.4, HR-MAIL-B4@ec.europa.eu.

- **Le délégué à la protection des données (DPD) de la Commission**

Vous pouvez contacter le délégué à la protection des données (DATA-PROTECTION-OFFICER@ec.europa.eu) pour toute question relative au traitement de vos données à caractère personnel en vertu du règlement (UE) 2018/1725.

- **Le contrôleur européen de la protection des données (CEPD)**

Vous avez le droit de saisir le contrôleur européen de la protection des données (edps@edps.europa.eu) (c'est-à-dire que vous pouvez porter plainte) si vous estimez que vos droits en vertu du règlement (UE) 2018/1725 ont été violés par le contrôleur des données.

À l'attention des candidats ressortissant de pays tiers: vos données personnelles peuvent être utilisées aux fins des vérifications nécessaires.

¹ Les précisions liées à la date de prise de fonctions et à la durée du détachement sont données à titre indicatif uniquement (article 4 de la décision END).